

Analyse et résumé de la nouvelle stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis (5 décembre 2025)

par le président

Analyse

Le document présente la nouvelle Stratégie de Sécurité Nationale américaine du président Donald J. Trump. Celui-ci revendique avoir « sauvé » les États-Unis et restauré la puissance nationale après une période de faiblesse. Il affirme avoir rétabli les frontières, supprimé l'idéologie « woke » dans l'armée, engagé 1 000 milliards d'investissements militaires, renforcé les alliances et mis fin à plusieurs conflits régionaux. Cette stratégie se veut un cadre cohérent pour maintenir la suprématie américaine.

Nul doute que ce document aura avant sa déclinaison en options opérationnelles une importance majeure dans les relations internationales d'aujourd'hui, au moins pour les trois prochaines années. Les européens s'émeuvent mais pouvaient-ils espérer autre chose ? Le président Trump a validé cette fois par écrit sa vision du monde et elle est claire : l'Amérique d'abord, l'Amérique première puissance économique, militaire, énergétique, scientifique, contrôlant les matières premières stratégiques et surtout pas gendarme du monde !

Que devons-nous comprendre de ces trente pages ? Soulignons en premier les références dans le texte à Alexander Hamilton (1757-1804), principal architecte de la politique étrangère américaine des débuts notamment dans le domaine économique, puis par le président Monroe (1757-1831). Les Etats-Unis veulent regrouper autour d'eux les Etats se rattachant à une approche occidentale renouvelée pour s'opposer aux émergences de nouvelles puissances dont la Chine reste la cible principale. Certes d'aucuns prétendent aujourd'hui que l'occident n'existe pas. Cela mérite débat mais en tout état de cause, un certain nombre d'Etats ont un mode de vie similaire qui crée finalement un ensemble civilisationnel identifié hier par Samuel Huntington dont l'approche à l'époque a été contestée en particulier en France.

Une différence apparaît néanmoins : ce néo-bloc occidental sera au service de la puissance dominante que sont les Etats-Unis, bref une relation de vassaux à suzerain, une relation bien éloignée du multilatéralisme pratiqué par les dirigeants européens depuis longtemps pour atténuer leurs faiblesses ou compenser leurs vulnérabilités. Le premier exemple est bien celui de la défense de l'Europe jusqu'à là assurée par les Etats-Unis... qui viennent de présenter l'addition.

La stratégie de sécurité nationale américaine expose une doctrine « America First » structurée, centrée sur la puissance intérieure, la souveraineté nationale et un recentrage sélectif des engagements internationaux. Elle décrit à la fois un bilan revendiqué des premiers mois du second mandat de Donald Trump et une feuille de route pour maintenir la suprématie économique, militaire et technologique des États-Unis tout en réduisant les interventions à l'étranger coûteuses, sinon sans retour sur l'investissement militaire.

Contexte et objectifs généraux

Le texte s'ouvre sur un message présidentiel affirmant que l'administration Trump a redressé rapidement un pays présenté comme affaibli, en restaurant des frontières « souveraines », en réarmant massivement, en libéralisant l'énergie et en menant des opérations musclées (comme « Midnight Hammer » contre le programme nucléaire iranien). Ce préambule sert d'introduction à une stratégie qui se veut la prolongation logique de ces « succès » et dont l'objectif déclaré est de garantir durablement la sécurité, la prospérité et la primauté mondiale des États-Unis.

La stratégie définit l'« intérêt national » de manière restrictive : protéger le territoire, l'économie, le mode de vie américain, et éviter les engagements qui ne servent pas directement ces priorités. Elle critique sévèrement la politique étrangère d'après-guerre froide développée par les élites au pouvoir, accusées d'avoir poursuivi une domination mondiale irréaliste, d'avoir surestimé la capacité des États-Unis à financer État-providence et l'appareil militaire, d'avoir misé sur le « mondialisme » et un libre-échange destructeur pour la classe moyenne et la base industrielle des Etats-Unis.

Ce que veulent les États-Unis

Les objectifs fondamentaux énoncés couvrent plusieurs domaines :

Survie et sécurité des Etats-Unis comme État souverain garantissant des droits « donnés par Dieu », avec contrôle total des frontières, de l'immigration et des flux migratoires jugés déstabilisateurs.

Construction et maintien de l'armée « la plus puissante et la plus létale », dotée d'une dissuasion nucléaire modernisée et de défenses antimissiles avancées (y compris un « Golden Dome » pour le territoire américain).

Puissance économique maximale : économie la plus dynamique comprenant une base industrielle renforcée, un secteur énergétique ultra-compétitif et exportateur, une protection de la propriété intellectuelle et le maintien d'un « soft power » américain assumé et patriotique.

La dimension intérieure inclut la volonté de restaurer la « santé spirituelle et culturelle » des États-Unis, de valoriser les familles traditionnelles, le patriotisme et la grandeur historique du pays, avec l'idée que la sécurité à long terme dépend aussi de la cohésion culturelle et morale.

Principes directeurs de ce document

La politique étrangère décrite se veut « pragmatique », non idéologique et résumée par le slogan « America First ». Plusieurs principes structurent la doctrine :

- Définition ciblée de l'intérêt national : rejet des stratégies qui font de presque toute cause un intérêt vital, au profit d'un tri et d'une hiérarchisation stricte des priorités.
- « Paix par la force » : investir dans l'économie, la technologie et l'armée pour dissuader les adversaires et se poser comme médiateur capable d'éteindre des conflits régionaux, ce qui est illustré par une liste de conflits que D.Trump affirme avoir contribué à résoudre.

S'ajoutent une préférence pour le non-interventionnisme (tout en admettant des exceptions), un « réalisme flexible » acceptant des relations pragmatiques avec des régimes différents, la primauté des États-nations et de leur souveraineté, la défense de la souveraineté américaine contre les organisations transnationales et les ingérences, une insistance sur la compétence et le mérite contre les politiques DEI (diversité, équité et inclusion) jugées contre-productives. L'équité dans les alliances et le soutien prioritaire aux travailleurs américains (commerce « équitable et réciproque », refus du « parasitisme » des alliés) sont également essentiels.

Priorités thématiques majeures

Plusieurs priorités transversales sont mises en avant :

Fin de « l'ère de la migration de masse » : contrôle strict des frontières, limitation de l'immigration, lutte contre le terrorisme, drogue et trafics humaines associés aux flux transfrontaliers.

Protection des droits et libertés fondamentales aux États-Unis, en dénonçant l'usage des outils de sécurité (renseignement, police) contre la liberté d'expression, de religion ou les processus démocratiques, y compris chez certains alliés.

Le partage des charges est un axe central : la stratégie affirme que les alliés riches doivent assumer beaucoup plus la sécurité de leur région, notamment via un engagement OTAN porté à 5 % du PIB pour la défense (« engagement de La Haye ») et un réseau de partenariats où les États-Unis jouent le rôle d'organisateur plutôt que de « policier mondial ». La sécurité économique sera assurée par le rééquilibrage commercial, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et des matériaux critiques, la réindustrialisation, la revitalisation de la base industrielle de défense, la domination énergétique et le maintien de la primauté du système financier américain et du dollar.

Approche régionale : Amériques, Indopacifique, Europe

La stratégie assume un choix de priorités régionales plutôt que le traitement uniforme de toutes les zones.

Dans l'hémisphère occidental, elle propose un « corollaire Trump à la doctrine Monroe » : empêcher des puissances extérieures de contrôler des actifs stratégiques, recruter des « champions régionaux » pour lutter contre les migrations illégales, les cartels, renforcer la présence militaire d'une manière ciblée (garde-côtes, marine, déploiements contre les cartels) et utiliser la diplomatie commerciale pour arrimer l'économie régionale aux États-Unis.

En Asie et Indopacifique, l'enjeu central est la compétition avec la Chine, accusée de pratiques commerciales prédatrices, de contrôle de chaînes d'approvisionnement via les pays à revenu faible et intermédiaire, de vol de propriété intellectuelle et de diffusion des produits de base du fentanyl. La stratégie prône le rééquilibrage des relations économiques, la limitation du commerce aux secteurs non critiques, la coordination avec les alliés représentant ensemble plus de la moitié du PIB mondial, le renforcement du Quad et des partenariats technologiques, ainsi qu'un fort investissement militaire pour dissuader toute agression contre Taïwan et garder ouvertes les voies maritimes comme la mer de Chine méridionale.

En Europe, le texte souligne le recul relatif du poids économique et une crise de confiance civilisationnelle, liée à la sur-réglementation, aux politiques migratoires, à la censure et aux faibles taux de natalité. L'objectif américain est d'aider l'Europe à « corriger sa trajectoire », à assumer sa défense, à restaurer une stabilité stratégique avec la Russie via une cessation rapide des hostilités en Ukraine et à ouvrir davantage ses marchés aux biens et services américains, tout en soutenant les forces politiques européennes présentées comme patriotiques.

Moyen-Orient, Afrique et redéfinition des engagements

Pour le Moyen-Orient, la stratégie considère que la région, autrefois centrale, n'est plus le foyer de crise permanent qu'elle était, notamment en raison de la diversification énergétique et du retour des États-Unis comme exportateur net d'énergie. Le texte souligne l'affaiblissement de l'Iran (par Israël et par l'opération « Midnight Hammer »), les progrès vers un cessez-le-feu à Gaza avec libération des otages, l'importance de consolider les accords d'Abraham et les alliances régionales sans chercher à imposer des modèles politiques occidentaux.

En Afrique, la stratégie veut passer d'une logique d'aide à une logique d'investissement et de commerce, en ciblant des États considérés comme compétents et fiables, en exploitant le potentiel en ressources naturelles et en énergie (notamment via le nucléaire et le gaz), et en restant vigilant face au terrorisme islamiste sans s'enlisir dans des déploiements prolongés. L'ensemble du document insiste sur la nécessité d'utiliser la finance, la technologie, les marchés américains et les partenariats industriels pour concurrencer les offres d'infrastructures et de financement de puissances rivales, tout en préservant la place du dollar et la domination des marchés financiers américains.

Traduction intégrale par le Grand Continent : [Stratégie de sécurité nationale américaine : le plan de la Maison-Blanche contre l'Europe \(texte intégral\)](#) | [Le Grand Continent](#)